

Radicalisation et lutte contre la radicalisation: une perspective de genre

RÉSUMÉ

Le terrorisme induit par la radicalisation et l'extrémisme violent constitue une grave menace pour la sécurité européenne. La complexité de ces phénomènes découle, en partie, du fait qu'il n'existe pas une seule voie vers la radicalisation ni un seul profil de terroriste.

Dans une perspective de genre, la radicalisation des femmes et leur participation à des groupes extrémistes demeurent relativement sous-estimées, car il est encore généralement considéré que le terrorisme concerne presque uniquement les hommes. Or, des études récentes montrent qu'environ 550 femmes occidentales se sont rendues sur le territoire occupé du groupe "État islamique"/Daech, tandis que, selon un nouveau rapport sur les combattants étrangers européens, ceux-ci compteraient 17 % de femmes.

Le rôle des femmes dans la lutte contre la radicalisation est plus généralement admis, bien que l'on ait tendance à mettre uniquement l'accent sur les femmes en tant que membres de la famille inquiets. Si l'influence des mères est soulignée par de nombreux spécialistes, le rôle des femmes dans la prévention va au-delà des cercles familiaux restreints et s'étend à d'autres rôles, tels que ceux de décideurs politiques, d'éducatrices, de membres de la communauté et d'activistes. Il apparaît, dès lors, essentiel de renforcer les capacités des femmes, que ce soit par des moyens juridiques, financiers ou culturels, afin de s'attaquer aux causes profondes de l'extrémisme et de mettre fin à la radicalisation. Bien que la dimension hommes-femmes n'ait pas été intégrée systématiquement dans les stratégies en matière de sécurité, plusieurs experts conseillent d'adopter une approche tenant compte des spécificités hommes-femmes dans les politiques de lutte contre la radicalisation.



Contenu du briefing:

- Contexte
- Dimension hommes-femmes de la radicalisation
- Approches liées au genre dans la lutte contre la radicalisation
- Références principales

Contexte

Les récents attentats terroristes perpétrés en Europe et ailleurs ont mis en évidence les processus complexes que sont le [fondamentalisme religieux](#), la radicalisation et l'extrémisme violent. Le phénomène des "[combattants étrangers](#)" se rendant sur les champs de bataille dans des pays tels que la Syrie et l'Iraq et le risque que certains d'entre eux puissent revenir en Europe afin de commettre des attentats terroristes suscitent une préoccupation croissante. Selon le Centre international de lutte contre le terrorisme (ICCT), en octobre 2015, le [nombre estimé](#) de combattants étrangers originaires d'États membres de l'Union se situait entre 3 922 et 4 294.

L'ICCT fait observer qu'un facteur spécifique qui n'est pas encore pris en compte dans les politiques ciblées est le nombre de femmes présentes dans ce groupe, lesquelles représenteraient 17 % du nombre total. Une [étude](#) réalisée par l'Institut pour le dialogue stratégique (ISD) en 2015 indique également la présence de 550 femmes occidentales sur le territoire occupé du groupe "État islamique"/Daech. Les deux organisations soulignent la nécessité de mieux comprendre les spécificités de la radicalisation et de l'extrémisme des femmes, afin de contribuer à l'élaboration de stratégies et de mesures efficaces tenant compte de la dimension hommes-femmes. D'une part, il y a lieu de prendre en considération la menace que peuvent représenter les femmes radicalisées. D'autre part, il convient de prêter une attention accrue à la dimension hommes-femmes dans les stratégies de lutte contre la radicalisation et à la contribution que les femmes peuvent apporter dans ce domaine.

Dimension hommes-femmes de la radicalisation

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) [relève](#) que le risque de radicalisation des femmes et de participation des femmes à des groupes extrémistes violents demeure relativement sous-estimé, car il subsiste une idée erronée selon laquelle l'extrémisme violent et le terrorisme concernent presque uniquement les hommes. Néanmoins, les recherches montrent que les femmes ont, [de tout temps](#), participé aux organisations politiques violentes dans différentes régions du monde, non seulement en jouant un rôle d'appui et de soutien, mais également en tant que responsables dans l'organisation, le recrutement et la levée de fonds, ainsi qu'en assumant des rôles opérationnels directs. Il a également été [affirmé](#) qu'avec l'utilisation de l'internet, les femmes ont autant de risques que les hommes d'adhérer à des organisations radicales désormais accessibles en ligne et dans l'anonymat.

Les femmes radicalisées – existe-t-il un profil type?

Selon l'OSCE, il n'existe pas, en général, une seule voie vers la radicalisation, ni un seul profil de terroriste. Dans ce contexte, l'ISD [indique](#) qu'il existe une grande variété de profils de femmes qui se radicalisent et se rendent sur le territoire du groupe "État islamique"/Daech, et qu'il est impossible d'établir un profil général des femmes et des filles risquant de se radicaliser sur la base de l'âge, du lieu de résidence, de l'origine ethnique, des relations familiales ou de l'appartenance religieuse. Toutefois, en ce qui concerne la résidence, les recherches de l'ICCT de 2016 [soulignent](#) que 90 % à 100 % des combattants étrangers européens (hommes et femmes confondus) sont originaires de zones urbaines. Dans [certains cas](#), les combattants occidentaux emmènent des familles entières avec eux sur le territoire du groupe "État islamique"/Daech, y compris les épouses et les jeunes enfants, mais les femmes et les filles voyagent également seules. De nouvelles [recherches](#) menées par l'ICCT sur les femmes djihadistes européennes en Syrie montrent que la plupart des femmes qui rejoignent le groupe "État

islamique/Daech sont des jeunes, mais qu'il y a également des mères de famille accompagnées de leurs enfants parmi les personnes qui partent. Certaines avaient des difficultés à l'école, mais il y a également des femmes très instruites. Si de nombreuses femmes ont eu une enfance difficile, certaines viennent de familles sans problèmes connus avec les autorités. La plupart des recrues féminines viennent de familles musulmanes modérées, tandis que certaines se sont converties à l'islam plus tard.

Pourquoi les femmes se radicalisent-elles?

Les experts [estiment](#) que les femmes adhèrent aux mouvements terroristes pour la même série de raisons psychologiques, personnelles, sociales, économiques et politiques que les hommes, à savoir notamment: la révolte et le désir d'agir; une volonté de pouvoir et la promesse d'aventure; un intérêt pour la politique; et l'attachement à une cause, à une idéologie ou à une approche de la religion particulière. Le *Centre on Global Counterterrorism Cooperation* (Centre pour la coopération en matière de lutte contre le terrorisme à l'échelle mondiale – [CGCC](#)) mentionne d'autres facteurs d'incitation pour les deux sexes, notamment le mécontentement concernant des conditions sociopolitiques, des griefs à la suite du décès d'un être cher, l'intention de tirer des avantages économiques ou le souhait de changer radicalement la société. Néanmoins, de manière générale et plus particulièrement en ce qui concerne le groupe "État islamique"/Daech, en l'occurrence, on observe également une dimension hommes-femmes significative en matière de radicalisation, car les femmes et les hommes peuvent être exposés à des facteurs spécifiques et les organisations terroristes peuvent les cibler, les recruter et les utiliser de différentes façons.

De manière générale, comme le [souligne](#) l'OSCE, les facteurs tels que l'inégalité et la discrimination entre les hommes et les femmes, la violence à l'encontre des femmes et le manque de perspectives éducatives et économiques, peuvent constituer des facteurs spécifiques favorisant la radicalisation des femmes. D'une part, le soutien des femmes au terrorisme peut découler de leurs convictions et de leurs expériences personnelles en tant que femmes. Selon certaines [recherches](#), le fait de vivre dans une société qui empêche les femmes d'exercer pleinement leurs droits civils et les prive de toute perspective économique peut conduire certaines d'entre elles à voir dans la participation au terrorisme un moyen d'obtenir la liberté, l'émancipation, le respect et l'égalité. D'autre part, la violation des droits fondamentaux des femmes peut également renforcer les sentiments d'aliénation, d'isolement et d'exclusion, qui peuvent rendre les personnes plus vulnérables à la radicalisation. Dans ce contexte, certaines [recherches](#) montrent qu'un traumatisme personnel peut constituer une des principales motivations pour la participation des femmes à l'extrémisme violent.¹ En l'occurrence, une attention particulière a été accordée aux situations de viol pouvant être un facteur incitant les femmes à commettre un attentat-suicide. Dans les communautés où il existe des [codes d'honneur](#) selon lesquels les femmes sont responsables de leur intégrité sexuelle et doivent être blâmées si elles font honte à leur famille en étant violées, devenir kamikaze peut être considéré comme un moyen de laver cette honte et de la remplacer par la fierté d'être devenue "martyre pour la cause". Les rôles traditionnels attribués aux hommes et aux femmes peuvent influencer sur la radicalisation des femmes d'autres façons. Par exemple, il a été observé que le lien de parenté et la relation romantique peuvent jouer un rôle important dans la participation des femmes à des organisations extrémistes et terroristes.

Bon nombre de ces facteurs s'appliquent au contexte actuel, et les organisations terroristes, telles que le groupe "État islamique"/Daech, ont également montré qu'elles

maîtrisaient l'utilisation de ces facteurs pour cibler et recruter des femmes. Des [rapports](#) et des [analyses](#) portant sur ses méthodes de recrutement montrent que l'organisation a ciblé les femmes en leur adressant des messages spécifiques. Comme indiqué précédemment au moment d'examiner les facteurs d'incitation et de dissuasion, on retrouve, dans la [propagande](#) de l'organisation, un contraste entre des récits d'expériences négatives vécues par des musulmanes dans des sociétés occidentales et des récits positifs concernant leur contribution au nouvel "État". La radicalisation en ligne de filles et de femmes souvent vulnérables est aussi souvent décrite comme une sorte de processus de "conditionnement".

Les motifs pour lesquels les femmes sont récemment parties rejoindre le groupe "État islamique"/Daech sont diverses et incluent notamment un large éventail de facteurs d'incitation et de dissuasion. Selon certaines [recherches](#), dans les pays à majorité musulmane, d'où sont originaires la plupart des recrues du groupe "État islamique", les femmes peuvent y voir une certaine manière de s'affranchir des traditions patriarcales et d'échapper aux normes culturelles restrictives. D'autres [études](#) montrent que la radicalisation des femmes dans ces pays répond souvent au manque de perspectives sociales, religieuses, économiques et politiques qui leur sont offertes. D'autre part, le groupe "État islamique"/Daech commettrait des viols et des abus sexuels sur des femmes comme méthode de recrutement, car ces femmes sont ainsi stigmatisées et il est plus aisé de les manipuler et de les exploiter.²

En ce qui concerne les femmes et les filles occidentales qui adhèrent au groupe "État islamique"/Daech, les facteurs d'incitation pourraient être notamment les suivants: le sentiment d'isolement social et/ou culturel et d'incertitude quant à leur place dans la culture occidentale; l'[impression](#) que la communauté musulmane internationale, dans son ensemble, est persécutée de manière violente; et le sentiment de colère, de tristesse et/ou de frustration concernant une impression de manque d'action au niveau international face à cette persécution.³ Le réseau de sensibilisation à la radicalisation ([RSR](#)) [recense](#) d'autres facteurs, tels que le sentiment d'inégalité, le manque de liberté religieuse, le racisme, la xénophobie ou les attitudes négatives à l'égard des immigrants musulmans en Occident. En ce qui concerne les facteurs qui incitent les femmes à rejoindre le groupe "État islamiques"/Daech, l'ISD dresse la liste suivante: les ambitions idéalistes de [devoir religieux](#) et de création d'un État califat relevant de l'utopie, qui sont souvent observées chez les femmes; l'appartenance et la communauté; et une image romancée du djihad, notamment la sensation d'aventure et la conviction de s'assurer une place au paradis. Certains [spécialistes](#) expliquent que la motivation de certaines filles à partir en Syrie reflète des actes de rébellion et de révolte contre leur famille, et notamment leurs parents. Des préoccupations ont également été [exprimées](#) quant à l'émergence d'une "radicalisation douce" des femmes en Europe, qui incite à une interprétation intolérante de la religion et favorise une répartition restrictive des rôles entre les hommes et les femmes. S'il ne promeut pas ouvertement la violence, ce type d'endoctrinement peut se répercuter sur les enfants et d'autres membres de la famille et peut les conduire à soutenir des positions plus extrêmes.

Les rôles joués par les femmes dans les organisations terroristes

Les femmes peuvent jouer de multiples [rôles](#) dans les organisations terroristes. Il a été [observé](#) que les organisations exploitent de plus en plus les stéréotypes liés au genre, en utilisant des membres féminines pour éviter le personnel de sécurité et ne pas se faire repérer, attirer l'attention des médias et obliger les hommes à agir "par amour-propre". Il a également été [démonstré](#) que les femmes jouent des rôles de plus en plus

actifs dans les opérations terroristes, notamment dans les attentats-suicides. Les experts [estiment](#) que plus de 257 attentats-suicides ont été commis par des femmes kamikazes entre 1985 et 2010 (soit environ un quart du nombre total) au nom de nombreuses organisations terroristes différentes. Lorsque les femmes ne jouent pas un tel rôle, elles peuvent être des sympathisantes terroristes ou des partisans d'idéologies radicales, ou jouer un rôle mobilisateur. Les rôles traditionnels des femmes, en tant qu'épouses, mères de famille et responsables de l'éducation, conformément auxquels elles deviennent les protectrices des valeurs culturelles, sociales et religieuses, qu'elles transmettent à la génération suivante, peuvent être détournés afin d'encourager les membres de la famille et les enfants à mourir en martyr et d'assurer la pérennité des organisations terroristes grâce à leurs activités de propagande, de recrutement, de levée de fonds et autres activités de soutien.

C'est clairement le cas du groupe "État islamique"/Daech, au sein duquel les femmes jouent un rôle essentiel dans la propagation de son idéologie d'islamisme militant et dans le recrutement d'autres femmes par l'intermédiaire de plates-formes en ligne. Si les femmes peuvent apparaître sur ces plates-formes des armes à la main, elles ne sont toutefois pas utilisées au combat, car, selon une interprétation stricte de la charia, il leur est interdit de combattre.⁴ Au contraire, la responsabilité des femmes est décrite, avant tout, comme le devoir d'être une bonne épouse (*femme de djihadiste*) vis-à-vis de son époux djihadiste et de donner naissance à la prochaine génération de djihadistes. L'ICCT souligne également le [rôle](#) des femmes dans la médiation des mariages et la levée de fonds pour les combattants.

Comme [indiqué](#) dans le rapport de l'ISD, la glorification, par les femmes, de la violence du groupe "État islamique"/Daech sur les réseaux sociaux contribue à la propagande de l'organisation terroriste et peut inciter les hommes et les femmes à commettre des attentats ou à partir en Syrie et en Iraq. Inversement, les recherches montrent également que les femmes peuvent lutter, sur un grand nombre de fronts, contre l'extrémisme violent et la radicalisation qui alimentent le terrorisme.

Approches liées au genre dans la lutte contre la radicalisation.

Jusqu'à il y a peu, les initiatives de lutte contre le terrorisme fermaient les yeux la perspective de genre, en partie parce qu'elles avaient tendance à s'appuyer sur les aspects liés au "pouvoir de contraindre". Cependant, les experts de première ligne qui coopèrent au sein du RSR [ont conclu](#) que, les rôles attribués aux femmes et aux hommes étant fortement dépendants du milieu culturel et social, ainsi que des situations personnelles et familiales, ces facteurs devraient être pris en compte dans la méthodologie des initiatives de prévention. Les experts ont également [attiré l'attention](#) sur les données empiriques qui montrent que l'extrémisme est, dans la plupart des cas, lié au sexisme, à l'homophobie et à la rigidité du rôle attribué à l'homme et à la femme, mais cet état de fait a souvent été oublié par la recherche universitaire sur la radicalisation, qui tend à se concentrer davantage sur les facteurs idéologiques et cognitifs. Néanmoins, il est suggéré que la quasi-totalité des extrémistes violents, terroristes ou auteurs de crimes de haine ont également des attitudes sexistes⁵.

Les yeux des universitaires et des décideurs sont de plus en plus tournés vers les femmes, et une littérature toujours plus abondante sur le rôle des femmes dans la prévention du terrorisme et la lutte contre la radicalisation, tant à l'intérieur qu'en dehors de l'Europe, est en train de voir le jour. Les [études](#) récentes sur la lutte contre l'extrémisme violent, avancent que les femmes sont indispensables dans la prévention

de la radicalisation et des extrémismes. Ces études recommandent aux gouvernements et au secteur privé de redoubler d'efforts pour comprendre la nécessité d'une "approche sexospécifique de la programmation de la lutte contre l'extrémisme violent", et donnent des exemples de bonnes pratiques.

D'une manière générale, la recherche met en relief le rôle précieux que jouent les femmes dans la lutte contre la radicalisation, bien que certains [auteurs](#) recommandent la prudence face à l'idée que les femmes sont "pacifiques par nature", ou encore, à la notion de femmes "mères et victimes" lesquelles, vu leur condition, peuvent constituer un atout dans la lutte contre la radicalisation et le terrorisme. Ces mêmes experts estiment que le recours à des stéréotypes est "contraire aux droits des femmes et des minorités sexuelles" et que cela pourrait "perpétuer" lesdits stéréotypes. Il est également souligné que le rôle des femmes dans la prévention n'est pas limité à celui de membres de la famille proche, tels que les mères, les sœurs et les épouses, mais qu'il s'applique également à l'élaboration des politiques, à l'éducation, aux membres de la communauté et à ses militantes.

Les rôles des femmes dans la prévention

Selon l'[OSCE](#), la participation des femmes est essentielle pour s'attaquer aux conditions qui prédisposent au terrorisme et prévenir efficacement ce phénomène, tandis que le [PNUD](#) estime que la promotion de l'égalité de genre et l'émancipation des femmes sont un élément clé de la prévention de l'extrémisme violent. La commission des droits de la femme de l'Union pour la Méditerranée suit la même ligne, en [affirmant](#) que les femmes représentent "la première ligne de protection" dans la prévention de l'extrémisme. Plusieurs de ses membres ont suggéré que la maternité et le rôle des femmes en tant qu'éducatrices peut leur conférer un pouvoir spécial dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

Les mères – première ligne de prévention

Comme la radicalisation s'opère souvent à la maison, les membres de la famille proche sont les premiers à pouvoir noter un changement dans le comportement d'un jeune. Des [éléments probants](#) permettent d'affirmer que les familles, et en particulier les mères, ont également une forte influence pour dissuader les candidats potentiels de poursuivre leur radicalisation. Toutefois, un [document de recherche](#) paru en 2015 et intitulé "Mothers against terror" fait valoir que la recherche sur la lutte contre l'extrémisme violent n'a pas tenu compte de ce groupe important. Les auteurs avancent que les mères jouent un rôle essentiel de par leur capacité à anticiper et à détecter la radicalisation: ce sont elles qui peuvent instiller la résilience dès les premières années du développement de l'enfant et également détecter les comportements préoccupants tels que la colère, l'anxiété et l'isolement. Les mères sont également en première position pour aider à identifier les raisons autres qu'économiques, politiques et socioéconomiques qui rendent les jeunes perméables aux idéologies radicales. Le potentiel des mères dans la lutte contre le terrorisme a également été examiné dans une [étude](#) intitulée "Can Mothers Challenge Extremism" menée dans des régions touchées par l'extrémisme violent: Nigeria, Pakistan, Irlande du Nord, Israël et Palestine. L'étude indique que les mères se font mutuellement confiance et qu'elles estiment être les mieux placées pour protéger leurs enfants contre l'extrémisme, alors que l'approche traditionnelle de la sécurité tend à se concentrer sur le rôle des autorités nationales et locales. Pour une approche diversifiée du terrorisme, l'expertise et le rôle stratégique des mères doivent être consolidés et leur rôle, soutenu par la société civile. L'[éducation](#) en général, mais aussi l'éducation aux médias et la formation à l'esprit critique sont des

instruments importants dans la lutte contre la radicalisation sur lesquels les familles peuvent avoir une influence considérable aux côtés de l'école et des professeurs.

L'idée de mettre en relief la "composante maternelle" lorsqu'on affirme que les femmes sont un élément clé – si pas *la* clé – de la prévention du terrorisme et des initiatives de lutte contre ce phénomène semble être privilégié par une série d'acteurs tels que le groupe de réflexion [Quilliam](#) et le conseil national des chefs de la police du Royaume-Uni. Dans une récente [enquête](#) menée par ce dernier auprès de jeunes âgés de 11 à 25 ans, 86 % des répondants ont déclaré préférer s'adresser à leur mère lorsqu'il s'agit de s'informer sur un sujet grave, sensible ou politique. Fort de ces données, le conseil national des chefs de la police du Royaume-Uni a émis une série de recommandations, dont l'une insiste sur la nécessité d'"accorder la priorité à une participation sur mesure des mères". À cet égard, des initiatives telles que les [lettres ouvertes des mères syriennes](#) ont vu le jour.

Renforcer l'autonomie des femmes au sein des familles et des communautés

Le renforcement de l'autonomie des femmes au sein des familles, en leur donnant autorité et crédibilité, est considéré comme essentiel dans la lutte contre la radicalisation⁶. Le célèbre réalisateur de films documentaires, Deeyah Khan, [fait observer](#) que les femmes qui ont bénéficié d'une éducation, possèdent des qualifications et ont des revenus propres, sont plus résilientes à la pression du patriarcat au sein de la famille et peuvent donner leur avis et interagir plus librement dans leur communauté. Le renforcement de l'autonomie des femmes, que ce soit par des moyens juridiques, financiers ou culturels, tend à accroître leur participation active. Khan cite en exemple le Maroc où la capacité économique et juridique des femmes tend à être relativement importante. En outre, une [stratégie sociale](#) a été développée après les attentats terroristes de Casablanca en 2003 pour former et certifier des [guides religieuses](#) (*mourchيدات*) qui œuvrent dans les communautés, les mosquées et les prisons. Leur fonction est similaire à celle de travailleurs sociaux, qui contribuent à résoudre les problèmes quotidiens tout en protégeant leur communauté contre les idéologies extrémistes.

La fonction de contrôle des femmes

Les liens qu'entretiennent les femmes au sein des familles et des communautés pourraient également permettre de diffuser des informations essentielles et d'exercer une influence qui alimenteraient une action "légère" qui serait préventive et non violente. Les experts de l'OSCE [suggèrent](#) qu'elles puissent donner l'alerte lorsqu'elles constatent que des politiques et des pratiques de lutte contre le terrorisme sont contreproductives pour leur communauté. Par exemple, même si elles sont commises dans le cadre de l'application de mesures anti-terroristes réputées nécessaires pour la communauté, les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales – tels que le droit à la vie et le droit à l'intégrité physique, le droit à la liberté et à la sûreté, la liberté d'expression, la liberté d'association et le droit de réunion pacifique, la liberté de pensée, de conscience, de religion ou de conviction, ainsi que le droit à la protection de la vie privée et familiale – peuvent aggraver le sentiment d'aliénation et d'isolement. Ces violations sont activement exploitées par les groupes terroristes pour construire un discours de victimisation et recruter de nouveaux adeptes. Pour lutter contre ces recrutements, l'alerte précoce donnée par un membre de la communauté pourrait être utile pour établir si des politiques et des pratiques appliquées par les autorités sont contreproductives. Toutefois, une telle approche ne devrait pas signifier qu'on utilise les femmes pour espionner leurs communautés. De plus, les liens de confiance entre les

groupes de femmes et leurs communautés locales pourraient être entamés si la programmation de ces groupes est [censée](#) servir les intérêts de sécurité des acteurs extérieurs.

Les rôles joués par les femmes dans la déradicalisation

Le [soutien apporté pour sortir de la radicalisation](#) fait partie des processus de "déradicalisation" (éloignement d'une idéologie radicale), de "désengagement" (abandon d'un environnement radical et d'un comportement violent) et de "re-socialisation" (retour vers la société). Ceux qui travaillent dans ce domaine aident les personnes qu'elles épaulent à dépasser un état d'esprit violent et leur fournissent aussi une assistance d'ordre pratique pour l'éducation et le logement. [WomEx](#), projet en deux ans mené en Allemagne en vue de définir le poids de la dimension hommes-femmes dans les modes d'action pour la déradicalisation et la réinsertion après des crimes de haine, montre que cette dimension n'a pas été prise en compte de façon conceptualisée et systématique dans la [procédure d'aide pour sortir de la radicalisation](#). Néanmoins, les professionnels en ont peut-être tenu compte intuitivement dans certaines situations, par exemple pour la composition des équipes. Les personnes qui en aident d'autres à sortir de la radicalisation servent surtout d'exemples et proposent d'autres discours en remplacement des idées antérieures. Il peut être utile d'effectuer ce travail avec une personne du même sexe, mais dans les cas où cela est difficile pour des raisons personnelles ou est source de conflits, il est recommandé de travailler avec un conseiller du sexe opposé. Il est donc nécessaire de compter aussi bien des hommes que des femmes parmi les travailleurs qui s'occupent de la sortie de la radicalisation. En outre, les attentes relatives aux rôles attribués aux hommes et aux femmes, ainsi que le traitement émotionnel lié à chaque sexe, pourraient être inclus dans le soutien pour sortir de la radicalisation. Le projet WomEx souligne que la coopération avec le RSR a révélé de nombreux parallèles entre l'extrémisme de droite en Allemagne et le banditisme au Royaume-Uni, et mis en évidence, dans les deux cas, le caractère archaïque des attentes sexospécifiques. L'élaboration de procédures de soutien pour sortir de la radicalisation pourrait tenir compte de cet aspect.

Mobilisation des femmes

En Europe, le premier réseau féminin de lutte contre le terrorisme, Sisters Against Violent Extremism ([SAVE](#)), a été créé en 2008. Ce réseau, dont le siège se trouve dans les locaux de Women without Borders à Vienne, met à la disposition des femmes des outils pour combattre les points de vue extrémistes par le débat critique et leur proposer d'autres moyens pour lutter contre le terrorisme. Par ailleurs, les projets menés en [Indonésie](#) et au [Pakistan](#) illustrent comment les femmes jouent un rôle moteur dans la prévention de la radicalisation, ainsi que la façon dont elles s'attaquent aux causes profondes et aux conséquences de l'extrémisme.

Stratégies au niveau international et de l'Union

Ces dernières années, l'accent a été mis, tant à l'échelon international que dans les documents de l'Union européenne, sur l'importance de la collaboration étroite avec la société civile et les organisations non gouvernementales (ONG) afin de prévenir et de combattre la radicalisation.

Au niveau international, la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations unies (dont le dernier [examen](#) a eu lieu en 2014) et le [plan d'action](#) qui l'accompagne ont mis en place une série de mesures afin de prévenir et de combattre le terrorisme, et soulignent qu'il est important de travailler main dans la main avec la société civile. Dans son

[mémoire d'Ankara](#) sur les bonnes pratiques pour une approche multisectorielle dans la lutte contre l'extrémisme violent, le [Forum mondial de lutte contre le terrorisme](#), qui soutient la mise en œuvre de la Stratégie des Nations unies, encourage les gouvernements à collaborer étroitement avec la société civile et à lui donner les moyens d'agir, et fait spécifiquement référence au rôle "essentiel" des femmes dans les efforts locaux de lutte contre l'extrémisme violent.

Les experts de l'[OSCE/BIDDH](#) ont publié un ensemble de recommandations pour les gouvernements à la recherche de moyens plus efficaces d'associer les femmes à ce travail au sein de leurs communautés. Ils suggèrent entre autres aux autorités d'interagir davantage avec les petites organisations de femmes sur le terrain plutôt que de coopérer avec les responsables locaux souvent autoproclamés ou les grandes organisations bien ancrées, étant donné que, dans une certaine mesure, les mouvements populaires atteignent mieux les personnes vulnérables.

Au niveau de l'Union européenne, l'un des documents majeurs est la version révisée de la [stratégie de l'UE visant à lutter contre la radicalisation et le recrutement de terroristes](#), qui envisage la lutte contre le terrorisme violent de plusieurs façons. Dans ce document, le Conseil de l'Union européenne décide de "promouvoir [...] l'égalité des chances pour tous" et d'"aider les personnes concernées et la société civile à devenir plus résilientes".

Dans un [discours](#) prononcé lors d'une conférence de haut niveau des Nations unies sur la prévention de l'extrémisme violent, le 8 avril 2016, le commissaire européen chargé de la migration, des affaires intérieures et de la citoyenneté, Dimitris Avramopoulos, a souligné que les mesures de sécurité ne suffisent pas pour venir à bout du terrorisme et a insisté sur la nécessité de lutter contre la radicalisation et le recrutement de terroristes de façon globale, en agissant dans tous les domaines d'action pertinents et en mobilisant tous les acteurs de la société. Les experts du réseau de sensibilisation à la radicalisation ([RSR](#)) mettent en avant le rôle des familles, notamment des femmes, dans la prévention de la radicalisation et l'apport non seulement d'un soutien, mais aussi d'indications utiles pour l'élaboration de stratégies de déradicalisation.

La [résolution](#) du Parlement européen de novembre 2015 sur la prévention de la radicalisation et du recrutement de citoyens de l'Union par des organisations terroristes reconnaît le rôle essentiel joué par les femmes dans la prévention de la radicalisation.

Références principales

Edwin Bakker et Seran de Leede, "[European Female Jihadists in Syria: Exploring an Under-Researched Topic](#)" (Djihadistes européennes en Syrie: examen d'un sujet sous-étudié), Centre international de lutte contre le terrorisme, avril 2015.

Secrétariat de l'OSCE – Tables rondes d'experts de l'OSCE/BIDDH, "[Women and Terrorist Radicalization. Final Report](#)" (Femmes et radicalisation terroriste. Rapport final), OSCE, février 2013.

Krista Couture, "[A Gendered Approach To Countering Violent Extremism: Lessons Learned From Women In Peacebuilding And Conflict Prevention Applied Successfully In Bangladesh And Morocco](#)" (Une approche de la lutte contre l'extrémisme violent tenant compte des spécificités hommes-femmes: les enseignements tirés de l'engagement des femmes dans la consolidation de la paix et la prévention des conflits menées avec succès au Bangladesh et au Maroc), Brookings, juillet 2014.

Notes

¹ Mia Bloom, [Female suicide bombers: a global trend](#) (Les femmes kamikazes: une tendance mondiale), *Dedalus*, vol. 136 (2007), p. 94 à 102.

² Ibid.

³ Erin Marie Saltman et Melanie Smith, ["Till Martyrdom Do Us Part" - Gender and the ISIS Phenomenon](#) (Jusqu'à ce que le martyr nous sépare – L'égalité hommes-femmes et le phénomène du groupe "État islamique"), 2015.

⁴ Ibid.

⁵ Harald Weilnböck, [Why should deradicalisation and prevention interventions be attentive to gender issues?](#) Séminaire RAN-Derad, décembre 2013, Berlin.

⁶ Deeyah Khan, [Women Are Part of the Solution to Extremism](#), Huffington Post, 6 octobre 2015.

Clause de non-responsabilité et droits d'auteur

Le contenu de ce document est de la seule responsabilité de l'auteur et les avis qui y sont exprimés ne reflètent pas nécessairement la position officielle du Parlement européen. Il est destiné aux Membres et au personnel du PE dans le cadre de leur travail parlementaire. Reproduction et traduction autorisées, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et information préalable et envoi d'une copie au Parlement européen.

© Union européenne, 2016.

Crédits photo: © Sondem / Fotolia.

eprs@ep.europa.eu

<http://www.eprs.ep.parl.union.eu> (intranet)

<http://www.europarl.europa.eu/thinktank> (internet)

<http://epthinktank.eu> (blog)

